

Sous la direction de
Jean Godefroy Bidima et Victorien Lavou Zoungbo

Liberté d'expression en Algérie :
hypothèse pour une « nouvelle » langue politique¹

Robert Harvey

Ce pays n'est toujours pas la demeure de
ceux qui l'habitent, il reste à conquérir.²

Un pays sans culture n'est pas un pays.³

Réalités et représentations de la violence
en postcolonies

« Jamais deux sans trois » est une expression provenant des tranchées de la Grande Guerre que j'aime (malgré cette association avec la mort dans toute son indignité) depuis l'époque – bien révolue maintenant – où j'appris le français. « Jamais deux sans trois » aurait pu être le titre de ces réflexions.

En ces quelques pages, je voudrais livrer trois volets d'une démarche réflexive entre deux. Un mouvement à deux ou un contact entre deux individus créé toujours nécessairement un troisième acte de pensée ou une troisième entité : non seulement vaut-il mieux ne jamais rester sur l'une ou l'autre alternative d'un binaire, la pensée dialectique depuis Hegel, à travers Nietzsche, jusqu'à Deleuze et au-delà nous apprend que l'on ne le peut jamais.

1. Avertissement au lecteur : la version présentée de cet essai date d'avril 2004. Les repères chronologiques sont à ajuster en conséquence. Sans parler de « la donne » politique, économique, écologique... mondiale. Cf. *Interdita*, Robert Harvey et Hélène Volat, *De l'exception à la règle*, Paris, Éditions Léo Scheer (Lignes & Manifestes), 2006.

2. Lyotard, Jean-François, « L'Algérie évacuée », *Socialisme ou Barbarie* (mars-mai 1963) ; repris dans *La Guerre des Algériens. Écrits 1956-1963*, Paris, Galilée, 1989, p. 282.

3. Cheb Khaled, réagissant à l'assassinat de Cheb Hasni, cité dans *Le Monde*, 1^{er} octobre 1994, p. 3.

Ma contribution à ce volume évoquera donc le devenir de trois entités géopolitiques : l'Algérie, l'Europe, le monde des nations. Elle s'inspire aujourd'hui de la lecture de deux corps assignables à des fonctions-auteurs nommables — Rachid Boudjedra et Denis Guénoun — mais elle a comme origine une commande de la revue *Les Temps modernes* qui fut ensuite refusée comme trop controversée à l'un des moments les plus chauds de la guerre civile en Algérie. J'avais cru bon, il y a quelques années, suggérer une troisième voie calquée sur la situation linguistique en Algérie pour neutraliser et dépasser les deux adversaires entre lesquels la population tentait de survivre : les groupes armés islamiques et le FLN. Cette réflexion est une fantaisie, donc. Mais les fantaisies ont parfois cette force de conditionner, de canaliser, de consolider nos actes vers la possibilité ou l'espoir d'un monde différent.

J'avais écrit, voici huit ans, une version bien différente du présent essai. Quelques mois auparavant, au moment du quarantième anniversaire de l'insurrection d'Alger, arriva une flambée spectaculaire de cette violence qu'encore aujourd'hui les Algériens ne connaissent que trop bien, mais sans le coup d'État militaire dont un quotidien saoudien colportait cyniquement à l'époque la rumeur. Un pouvoir gouvernemental qui ne savait où donner de la tête en venait à regretter d'avoir relâché les chefs du FIS et, tandis que l'armée rongait son frein, une opposition lamentablement atomisée se chamailait.

Zéroual était président; aujourd'hui, c'est Bouteflika. Convaincu que j'étais (et que je reste) que l'Algérie pouvait s'engager dans une « troisième voie » — aussi peu concevable qu'elle puisse paraître dans de tels moments — une troisième voie en rupture avec l'état moribond, d'un côté, et un islamisme mortifère, de l'autre, j'avais voulu réfléchir la décision de Rachid Boudjedra — toujours dans les années 90 — d'abandonner le français en faveur de l'arabe.

Si ce n'était pas le cas le plus radical de cette décision, mais j'y voyais un cas actuel de ce geste qui pointe dans le domaine de la création littéraire vers une troisième voie — une alternative aux binaires — en politique. Boudjedra ne fut pas le seul à s'être rapproché de la réalité linguistique algérienne. Abdelhamid Ben Hadouga et Tahar Ouattar furent arabisants dès le départ de leurs carrières. Il y eut aussi le cas complexe mais célèbre du grand Karab Yacine. Dans la phase théâtrale de son œuvre, où le souci principal était de toucher le peuple dans leur langue — l'arabe algérien populaire — Karab en vint à abandonner non seulement le français employé dans ses romans (*Nedjma*, *Polygone*

étoile, etc.), mais aussi le jeu même de la publication⁴. Ainsi ce grand initiateur du roman algérien rejoignait la situation paradoxale de l'œuvre théâtrale populaire de Slimane Benaïssa, l'une des plus courues du public et pourtant jamais imprimée pendant la longue période où la S.N.E.D. tenait le monopole de l'édition et interdisait la publication des textes en arabe dialectal. Il y eut aussi Mouloud Mammeri — ethnographe et romancier — qui consacra sa vie à restituer contre toutes les interdictions l'honneur culturo-linguistique de la Kabylie. Mais cette ascèse ne se traduisit que par quelques poèmes dans sa langue maternelle. Il serait peut-être, finalement (et enfin), donné aux femmes écrivains de rendre justice par écrit à ce dialecte de l'arabe que l'on nomme, parfois, l'algérien. L'on peut songer, dans le désordre, à Ahlem Mostghalmi, Zoulikha Boukourt, Yamina Mechakra. Encore faudrait-il que les femmes puissent continuer à participer pleinement — et dévoilées si elles le veulent — à la vie publique et qu'elles ne soient pas réduites au silence.

Je trouvais donc que la décision de Boudjedra, avec sa détermination politique en arrière-fond, consistait à hisser une langue trop longtemps considérée comme sabir au statut d'une créole légitime, qu'il dorait la réalité orale de son pays de sa contrepartie écrite, qu'enfin, en travaillant dans ce sens en littérature, Boudjedra nous invitait à travailler dans ce sens aussi dans notre grande vie commune.

Retraçons le parcours de cet écrivain étonnant. Tandis qu'il enseigne encore la philosophie (jusqu'en 1972), Boudjedra s'essaye à son premier roman, *La réputation*, publiée chez Denoël en 1969. Un succès d'iconoclaste est instantané. Au cours de la prochaine décennie suivent cinq romans et un recueil de poèmes, tous en français, qui le confirment comme l'un des plus grands écrivains algériens depuis l'Indépendance. Dès ses premiers romans il délimite une préoccupation majeure : les méfaits causés par la superstition qui persistent malgré l'avènement d'une modernité certaine. Plus qu'aucun autre, Boudjedra brise — par une négativité à la Cioran rattrapée par sa passion humaniste — le silence imposé sur la sexualité et la religion. Résolument antipatriarcal (ce qui ne l'empêche pas d'admirer les expressions les plus pures — Ibn Arabi, Al Halladj, Averroès — de la pensée musulmane), Boudjedra se montre sensible aux « résidus patiens » qui survivent à tous les impérialismes et entend les restituer dans le contexte d'une modernité politique algérienne. Membre du P.C. algérien, Boudjedra n'hésite pas, dans *Le demandèlement*, à se solidariser avec le point de vue d'une femme qui procède à une critique acerbe d'un personnage communiste.

4. Karab Yacine s'en explique *inter alia* dans *Karab Yacine, éclats de mémoire*. Paris : IMEC, 1994.

Il travaille d'un jet, produisant ce qu'il qualifie lui-même une « écriture sauvage »⁵ qui rend son style parfois excessif, au bord de la logorrhée, fessant la folie. Mais sa syntaxe est-elle aussi « défectueuse » que le prétendent Jacqueline Kaye et Abdelhamid Zoubir ?⁶ Sans doute moins que celle de Marguerite Duras. Mais j'y reviendrai, à Kaye et Zoubir.

Certes la stature dominante de Boujdreda en tant qu'écrivain francophone puis arabophone se traduit par un minimum de protection de la censure étatique en Algérie. Certes son indifférence affichée pour l'éventuel succès financier de ses publications lui vaut une réputation d'incorruptible. Mais c'est vers ses engagements politiques, vers sa contestation sans répit de toute autorité, vers son refus absolu de céder à l'intimidation intégriste qu'il faut se tourner pour saisir le sens véritable de son option linguistique de 1981.

Cet ancien maquisard inscrit au FLN est toujours au Parti communiste algérien lorsqu'en 1987 une troisième tentative pour obtenir l'agrément du pouvoir pour la formation d'une Ligue algérienne des droits de l'homme (LADH) est entreprise. Conseiller auprès du ministre de la Culture, Boujdreda y apporte sa caution. Le gouvernement cède en levant l'assignation à résidence de plusieurs personnalités arrêtées à Constantine en novembre 1986. C'est avec la reconnaissance formelle de la LADH qu'une première brèche se forme dans le système du parti unique — brèche qui s'ouvrira large en juillet 1989 avec la loi autorisant le multipartisme.

Depuis ce temps-là les engagements de Boujdreda ont pris d'autres dimensions en d'autres lieux — en France, en particulier. Mais ce parcours montre amplement son acharnement pour une troisième voie politique — entre deux pôles répressifs — favorisant les masses. Tournons, maintenant, notre attention à cette branche de la critique littéraire qui prend si souvent comme objet — du moins depuis une vingtaine d'années — l'œuvre de langue européenne produite par des auteurs du monde anciennement colonisé. Nous observerons à quel point ces critiques, tout en tentant de porter l'attention d'un public privilégié à ces œuvres souvent négligées, rendent un mauvais service aux objets de leur prétendue affection.

Tentons de parler aux réserves incongrues de Jacqueline Kaye et Abdelhamid Zoubir dans *The Ambiguous Compromise*. Dans cet ouvrage (à tout autre égard excellent, d'ailleurs), sur les compromis ambigus que doit inévitablement faire tout Maghrébin qui écrit, les auteurs s'en prennent à Rachid Boujdreda avec

5. Gafati, *Hafid, Boujdreda ou la passion de la modernité*, Paris : Denoël, 1987, p. 138.

6. Kaye, Jacqueline et Abdelhamid Zoubir, *The Ambiguous Compromise : Language, Literature and National Identity in Algeria and Morocco*, London et New York, Routledge, 1990.

un acharnement qui approche parfois la calomnie. En plus de lui reprocher une syntaxe « défectueuse », Kaye et Zoubir semblent prendre plaisir à reprendre les épithètes de « maniaque », de « pornographe », et de « perversi » attribués à Boujdreda par ses ennemis politiques sans même considérer le besoin qu'a tout écrivain d'être, par son œuvre, l'aune de la liberté vis-à-vis du pouvoir. Ils l'accusent plus ou moins d'avoir plagié Claude Simon (sans même problématiser la portée culturelle en Islam de ce que nous appelons plagiat). Mais lorsqu'ils prennent la « prétention réitérée inlassablement d'une conversion à l'arabe »⁷ pour une indication irréfutable que « l'Algérie reste encore dans une phase où le stade nationaliste et ses dangers concomitants ne sont pas encore surmontés »⁸, leur mauvaise foi est à son comble. Au lieu de reconnaître que cinq romans se succèdent (au moment où ils écrivent) où Boujdreda semble essayer d'ajuster son écriture au parler de son peuple, Kaye et Zoubir en sont toujours au *Démantèlement* et à geindre qu'« il n'y a aucune indication que le livre est vraiment traduit »⁹. Voici pourtant les faits : 1° la publication de chaque roman de Boujdreda en arabe précède celle des versions françaises ; 2° Antoine Moussali sur la page de titre de chaque ouvrage. Rien ne fonde donc cette suspicion dont Kaye et Zoubir frappent Boujdreda. Rien sauf qu'elle est compatible avec leur conclusion que le summum de la culture algérienne réside dans l'oralité...

Fallait-il dire que Rachid Boujdreda continuait à affectionner la langue française ? S'il s'expliquait souvent sur son choix de l'arabe, c'était que cette langue, sous sa plume, se modifiait d'elle-même. En réponse à Hafid Gafati, Boujdreda invoqua les trois domaines du psychologique, du culturel et du politique pour démêler les motifs de sa décision¹⁰.

En ce qui concerne le premier motif — le psychologique —, il constatait que sa langue « maternelle » ou « affective » — l'arabe — était mieux adaptée pour « faire une littérature essentiellement axée sur le rapport à la mère et au père ». Or cet axe est essentiellement critique dans son œuvre. Et, comme toute réévaluation de la politique depuis Nietzsche (au moins) jusqu'à Derrida (je pense ici à *Politique de l'amitié* en particulier)¹¹, repose sur une déconstruction systématique du lien de sang entre la Cité et *Polkos* (la maison), entre la politique et la filiation, ce champ de bataille est crucial pour qu'une nouvelle vision du monde se conçoive.

7. Kaye, Jacqueline et Zoubir, Abdelhamid, *Op. cit.*, p. 95.

8. *Ibid.*, p. 98.

9. *Ibid.*

10. Gafati, Hafid, *op. cit.*, p. 145.

11. Derrida, Jacques, *Politiques de l'amitié*, Paris, Galilée, 1994.

Quant au motif culturel, Boujdjeda affirme qu'« une langue est porteuse d'une culture, d'une sensibilité, d'un sens, voire d'une vision du monde ». Nous n'avons, je crois, aucune peine pour s'accorder à cette opinion. Nous sommes ici, déjà, tout proche d'une leçon pour une « troisième voie » politique car si les forces démocratiques — où qu'elles soient — désirent rejoindre la vision du monde des *peuples* du monde (comme les Algériens), ils ont besoin de parler leur *langue* : le créole maghrébin est le corrélat, à une échelle locale, de cette langue directe souhaitée à l'échelle globale. Ce motif en dit long sur le besoin qu'éprouva Boujdjeda de se soumettre à cet imaginaire algérien qu'il admire pour son adaptation à tant de métamorphoses imposées depuis les premières conquêtes¹².

Enfin, le motif politique. (De ce motif, j'en parle depuis la première page.) Il s'agissait, pour Boujdjeda en 1981, de redresser « un certain mépris pour cette langue arabe non seulement de la part de certains étrangers mais aussi de la part des Arabes eux-mêmes ». Au début des années 80, l'auteur voit se durcir contre l'arabe la politique revancharde de la Francophonie. Boujdjeda dira aussi qu'imposer le français aux autres est une défiguration même de cette langue¹³. L'idée que des Arabes méprisent leur langue homonymique n'est incongrue que si l'on ignore les divergences locales qui habitent cette langue. Selon une opinion commune dans le Maghreb (et surtout chez les élitistes) l'arabe dialectal maghrébin est tout simplement vulgaire. Pourtant l'État algérien — ce pouvoir qui, à travers la S.N.E.D., n'acceptait de publier en arabe que sous pression et lorsque l'intégrisme l'avait récupéré — se méfiait aussi de l'arabe qui se targue d'être « standard ».

En Algérie, cet arabe médian est employé encore moins que dans certains autres pays arabes. Slimane Benaisa témoigne de l'échec d'une tentative de créer une langue algérienne « noble » en modifiant l'arabe classique de façon à ce que « le changement ne touche pas les structures grammaticales mais le seul niveau lexical »¹⁴. Quand on se souvient que l'arabisation fut pendant des décennies le dispositif de choix de la « mission civilisatrice » (lire « jacobine ») française pour briser les particularismes ethniques, on peut comprendre l'hésitation de l'Algérie post-coloniale à s'y remettre. Ainsi, jusqu'en 1990, seulement les deux premières années de l'école primaire se font en arabe : au-delà l'enseignement se veut bilingue. Mais l'inadéquation des livres scolaires, l'inexpérience pédagogique des instituteurs et surtout ce ballottement absurde

12. Cf. Rachid Boujdjeda, *La Prise de Gibraltar*, Paris, Denoël, 1987.

13. Boujdjeda, Rachid, *FIS de la haine*, Paris, Denoël, 1992, p. 30.

14. « Le Théâtre populaire selon Slimane Benaisa », propos recueillis par Pierre Enckell, *Les Temps modernes*, n° 432-433, juillet-août 1982, p. 346.

entre deux langues parlées ni l'une ni l'autre par la majorité de la population finit par produire le fameux « analphabétisme bilingue ». En décembre 1990, le Parlement algérien décida la généralisation de l'arabe. Mais bien loin encore d'être une reconnaissance de la réalité culturo-linguistique du territoire, c'est une prescription nationale et nationaliste pour une langue toujours en porte-à-faux. Et, dès juillet 1993, l'État différa l'application de cette loi.

Les expériences pour transcrire une langue hybride en lettres latines n'intéressent que les intellectuels. On peut citer en exemples le *cayagous* du « Musée », l'algérien-français de Kréa, le francarabe de Loumès. Et prôner, comme Kaye et Zoubir semblent vouloir le faire, une culture exclusivement orale est dangereuse parce que celle-ci vouerait le peuple à l'analphabétisme intégral.

L'évolution de toutes les langues les unes par rapport aux autres, qui a toujours opéré, s'accélère du fait de la technologie et de la super puissance de l'anglais étatsunien. Les rapprochements, les emprunts, les adaptations que d'aucuns dénoncent comme barbarismes vont à l'encontre d'une dispersion babélienne où personne ne se comprend. L'inévitabilité de ce mouvement est démontrée par ces milliers d'antennes paraboliques pointant vers le ciel algérien. Nul besoin donc de rêver à un *esperanto* algérien : il existe déjà. Mais, il s'agit d'en finir avec le mépris dont cette langue commune est frappée.

J'ajoute, au seuil du second volet de mes réflexions, que *Les Temps modernes*, sous l'égide de Claude Lanzmann, n'ont pas cru raisonnable (prudent, je ne sais) d'accepter ce qu'ils avaient commandé. Je dus donc me consoler d'une lettre de soutien de Jean-François Lyotard datée du 11 mai 1995 (et que je garde précieusement) où il me dit : « Que les *Temps* dits *Modernes* n'aient pas publié ça, je ne m'étonne pas trop. Ton texte exige un tel déplacement du "politique" ! Or c'est la question. Dis-moi la suite ».

— La suite, cher Jean-François, c'est que l'Algérie œuvre toujours péniblement, courageusement, à s'installer dans une troisième voie. Elle la trouvera, j'en suis convaincu. Mais elle n'y est pas encore tant, par exemple, que la commission nommée par Bouteflika pour élucider le sort des dizaines de milliers de disparus des années 90 n'est pas autre chose qu'un geste vide de plus de la part du pouvoir qui a tant à cacher.

Et en même temps, aujourd'hui se cherche une troisième voie dans le monde. Dans quel sens peut-on dire qu'une troisième voie se cherche alors que la Guerre froide est révolue ? Quelles sont les deux voies actuelles ? Ma réponse sera schématique, mais non pas si grossière que cela. Ces deux voies, inacceptables toutes deux pour le commun des mortels, sont 1^o la terreur sauvage, extra-étatique, perpétrée par toutes sortes de groupes non seulement

fondamentalistes, mais aussi marxistes, groupes d'illuminés et 2^o la terreur instituée, la terreur classique, si l'on pense à l'origine de la terreur d'état dans la Révolution française, incarnée aujourd'hui par les États-Unis si ce n'est que le fait de sa solitude en super puissance. On voit bien que les deux branches des tenailles qui tétanisent le peuple algérien correspondent en miniature à ces deux tenailles qui figent le globe actuel.

Une troisième voie donc, à mon sens : le devenir-Europe. Mais, attention ! Ce n'est pas l'idée classique, eurocentrique au sens restreint, qui m'interpelle (de toute façon l'Europe qui vient de s'augmenter de douze à vingt n'est plus cette Europe-là) : c'est d'une Europe non pas imaginaire (du moins dans le sens chimérique) mais réalisable – imaginaire, certes – mais faisable que je rêve. Une Europe non seulement capable de mater les deux terrorismes que je viens d'évoquer, mais une Europe positive dans ce sens où elle nous mène vers une plus sérieuse approximation de l'égalité globale. Le global donc contre le mondial.

Or, en 2003, un auteur que je commençais à peine à connaître évoque « Alger capitale d'une France libre » et je me dis que cela n'a rien de nouveau, que c'est la France que de Gaulle déclara libre depuis Londres. Mais cet auteur finit sa phrase en caractérisant la France comme « hors d'elle-même et pourtant retrouvée ». Et je me rends compte qu'il parle de la France de 2003, de ses banlieues, du foulard, des chômeurs, de tous ces jeunes en colère parce que personne au pouvoir ne leur ressemble. Cet auteur poursuit, une page plus loin :

La France est donc à ce jour très essentiellement affectée par son histoire post-coloniale, dont l'Algérie fait un emblème privilégié. Quant à l'Algérie, le fait d'avoir prétendu extirper toute présence française (après l'exode massif des « Européens », mais aussi par l'arabisation linguistique à marche forcée, l'islamisation sans nuance, l'effacement du passé francophone ou francophile) [l'Algérie] n'est peut-être pas étranger au profond trouble – le mot est craintif – que la nation endure aujourd'hui. Car en refoulant son lien avec la France, c'est sa propre naissance nationale que l'Algérie s'interdit de voir et de comprendre.¹⁵

L'auteur de ces lignes m'oblige de revenir sur ces propositions utopiques que j'avais tenté de faire passer dans les pages des *Temps modernes*.

Denis Guénoun est un écrivain et dramaturge qui s'est tourné vers la philosophie politique depuis une dizaine d'années. Ses essais sur Rousseau, sur

15. Guénoun, Denis, *Après la révolution. Politique morale*, Paris, Éditions Belin, 2003, p. 55.

Kant et la politique suggèrent des débats qui seraient peut-être fructueux, à mon avis, dans ce processus que nous vivons actuellement avec plus ou moins de mal d'une naissance réelle de l'Europe. Ses *Hypothèses sur l'Europe* rendent explicite un certain nombre de ses espoirs à lui dans ce sens. Ces propositions – ces « hypothèses », comme il aime les appeler – sont parfois inattendues, mais jamais saugrenues. Et par rapport à une certaine lutte identitaire qui déchire l'Europe comme le monde, Guénoun s'est explicitement situé dans une troisième position infiniment plus intelligente que les deux autres dans *Un Sémite*¹⁶ où il fait le portrait d'un homme, un Algérien – son père – qui s'affirmait systématiquement juif arabe.

La diagnostique de Guénoun sur l'état du monde peut paraître apocalyptique. C'est qu'il n'a pas peur d'affirmer que chaque cas particulier de misère, d'inhumanité de l'homme envers l'homme, de terreur quelle que soit la source – étatique ou extra étatique – est, en même temps, global.

Regardons nos cités-monde des pays « développés », des pays riches [...] les barres et fractures de misère qui déchirent nos villes sont désormais l'effet en leur sein des tensions du monde. C'est toute la « péripérie » planétaire qui afflue dans les banlieues pour souffrir d'une pauvreté qui vaut à ses yeux comme richesse. Et les zones les plus déshéritées – appauvries, criminalisées, déculturées – sont celles qui témoignent le plus crûment de cette mondialité, surtout par l'immigration post-coloniale, avec ses effets en matière de natalité, de rupture culturelle, etc. L'effroi qui rôde dans nos villes se nourrit en images de ces masses déshéritées qui frappent à nos portes, et veulent leur part de la richesse commune. Elles ont raison. Au moins quant au fond du problème. [...] Le fond est que la nouvelle misère est produite par la globalité du monde – en gros : post-coloniale – et qu'elle est donc l'affaire commune du monde et de tous ses citoyens. L'injustice effrénée où nous vivons est cosmo-politique.¹⁷

Dès lors que nous pensons systématiquement chaque problème local dans son contexte global, nous sommes obligés de prendre la mesure de l'énormité du problème et du poids de responsabilité (c'est-à-dire poids moral) que comporte chaque tentative vers une résolution. Guénoun, français, né en Algérie, fils d'un juif-arabe :

Je postule que *simplement* une voie de rénovation à partir de chaque entrée dans le monde. [...] À moins de désespoir géopolitique, dans ses formes cyniques ou nihilistes, l'Europe me paraît *ici* la seule voie ouverte.¹⁸

16. Guénoun, Denis, *Un Sémite*, Paris, Cireté, 2003.

17. *Ibidem*, *Après la révolution*, p. 51-52.

18. *Ibidem*, p. 72.

Et, pour suppléer à cette insuffisance de la France pour créer le pôle qu'il faudrait – un pôle capable de motiver le Capital et les intégrismes théologiques, voici, pour finir, une dernière petite idée. Aux États-Unis – en politique du moins – dire la vérité est devenu comme il l'est depuis longtemps en Algérie : une aberration scandaleuse. Mais, comme en Algérie encore, il n'est plus permis de cacher cette preuve d'amour qu'est le dire de la vérité¹⁹. User de la tolérance, écouter l'autre, faire acte de diplomatie et de compromis : c'est cet amour *du* tout autre qui préta à Jean-François Lyotard cette impulsion irrésistible d'écrire sur l'Algérie comme à une amante²⁰. C'est l'amour *de* tout autre qui pourra encore sauver les États-Unis, sauver le monde des États-Unis, sauver l'Algérie.

19. Cf. Boudjeda 1992, p. 67 et 96.

20. Cf. « Le nom d'Algérie » dans *La Guerre des Algériens*, p. 38-39.